L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 13 JUIN 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 13 JUIN, 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

La neutralité des Etats-Unis.

On ne peut mettre en doute les sympathies que nous éprouvons pour les Cubains. Ce sont nos plus proches svoisins. Nous entretenons avec eux des relations de chaque jour ; beaucoup d'entr'eux ont parmi nous des parents, des amis avec lesquels nous sommes heureux de frayer. Il est même, à la rigueur, possible que nous souhaitions secrètement un succès complet aux expéditions qui se préparent clandestinement ou en plein jour, dans quelques uns des ports du sud des Etats-Unis. Est-ce une raison pour que nous approuvions la complicité plus ou moins cachée, du gouvernement de Washington dans ces expéditions ? Non, certes. Il y a une loi de neutralité qu'il n'est permis à personne de violer.

Les Etats-Unis doivent l'hospitalité à tous les malheureux, particulièrement aux réfugiés politiques. En résulte-t-il pour eux le droit de laisser sciemment fomenter, chez eux, des expéditions révolutionnaires contre les pays avec lesquels ils vivent en paix et en bonne amitié ? Ne serait-ce pas une véritable trahison de la part des Etats-Unis envers l'Espagne, que d'aider, que de favoriser ou même que de laisser impunément se préparer, chez eux, des expéditions comme celles qui se tentent actuellement contre Cuba ? ses sympathies secrètes ou avouées n'ont rien à voir en pareille affaire. Il y a le droit des gens qui domine tout et auquel doivent se soumettre toutes les nations civilisées.

Nous ne pouvons donc qu'approuver les mesures que vient de prendre l'administration de Washington, afin d'arrêter les navires qui sortiraient de ses ports de l'est, du sud-est ou du sud-ouest, pour aller renforcer les insurgés de Cuba et leur procurer des secours en hommes, en armes, en engins quelconques de destruction.

Ce rôle à double face que l'on attribue, à tort, nous en sommes convaincus, à l'Union Américaine, est indigne d'une grande nation comme la nôtre, et nous sommes bien aises de la voir prouver devant le monde entier qu'elle est incapable de jouer ce rôle, toujours odieux, même quand il s'agit de venir en aide à des gens que l'on a peut-être certaines raisons de plaindre.

L'ESPRIT D'AUTREFOIS.

Le prince de Ligne, dont Marie Antoinette aimait la politesse exquise et la parfaite distinction, fréquentait assidument une personne fort belle qu'il quitta brusquement un jour en lui adressant le billet suivant :

—Vous savez, madame, que j'ai toujours été l'un de vos admirateurs les plus empressés. Vous n'avez ni enfants, ni chiens, ce qui m'a tout de suite donné une grande idée de votre mérite, mais mes jambes refusent à grimper vos escaliers. Adieu, vous êtes décidément la dernière que j'aie adorée.... au troisième étage.

* * *

De S....., qui était manchot, sollicitait vivement une pension de l'Assemblée constituante. Rivarol dit à ce sujet :

—Il tend à l'Assemblée jusqu'à la main dont il a le bras lui manque.

Une épigramme célèbre.

De Lope de Vega contre une femme :

Il serait plus aisé d'arrêter le soleil,
D'obscurcir de son souffle un nuage vermeil,
De prendre entre ses doigts ou le vent ou la flamme,
Que de fixer jamais le jouer de cette femme.

Le Caractère International de la Question de l'Extrême-Orient.

Nous avions bien raison de dire récemment que la guerre sino-japonaise était la véritable cause des soulèvements et des massacres qui viennent d'avoir lieu dans différentes parties de l'Asie. On ne pouvait, au premier abord, concevoir comment une lutte qui avait eu lieu à l'extrémité orientale de l'Empire chinois pouvait avoir un contre-coup si brusque, si violent, à l'autre extrémité de ce même Empire ; comment, par exemple, la paix conclue entre le Mikado et l'Empereur Chinois pouvait avoir pour conséquence le saccage, le pillage, l'incendie de missions situées dans la province de Szachen Szcheun qui est à l'extrémité opposée.

Nous savons aujourd'hui que la capitale de cette province, Ching-Tou, et plusieurs autres villes de la même région, fermées jusqu'alors au commerce étranger, lui sont ouvertes en vertu de ce même traité. C'est tout un nouveau régime économique qui s'inaugure en ce pays et va en troubler les habitudes routinières.

De là, l'irritation contre les étrangers qui menacent de s'emparer de tous les marchés ; et, comme les représentants naturels de ces étrangers sont les missionnaires chrétiens, catholiques ou protestants, peu importe, qui y sont installés et s'y maintiennent, souvent au péril de leur vie, c'est sur ces derniers que s'exerce la colère des populations. Le catholicisme, à lui seul, entretient, en Chine, six cents missions, appartenant à diverses nationalités. Admettons trois, quatre, dix, douze religieux par mission ; cela fait un chiffre considérable et l'on conçoit que les divers gouvernements aient à cœur de protéger toutes ces précieuses existences.

Il en est de même pour le protestantisme qui y entretient, de son côté, nous ne savons combien de missions, venant également de diverses contrées d'Europe et d'Amérique, et, spécialement, des Etats-Unis.

Comment tous ces gouvernements ne s'intéresseraient-ils pas au sort de tant de malheureux exposés à la mort ? Comment ne chercheraient-ils pas à leur faire rendre justice, s'ils existent encore ; à les venger, s'ils ont été assassinés ?

C'est là, au premier chef, une question internationale et il n'y a pas de trop de l'intervention aussi zélée que désintéressée de toutes les puissances civilisées pour mettre un terme à toutes ces horreurs. Si l'on pouvait compter sur une répression de la part du gouvernement chinois, passe encore ; mais impossible. Personne n'ignore qu'il est parfaitement impuissant.

Un grand devoir s'impose donc, en ce moment, aux grandes puissances qui ont à protéger leurs nationaux, à assurer leur existence et le libre exercice de leur mission.

C'est ainsi que la question sino-japonaise prend nécessairement, fatalement, un caractère international et humanitaire.

MOTS HISTORIQUES.

On connaît le mot de l'empereur Napoléon Ier à M. de Metternich : " Je me f... de 100,000 hommes comme d'une prise de tabac." Voici un mot de même nature mais moins connu, que nous trouvons dans les *Mémoires* du maréchal de Castellane. Quelques jours après son retour de Russie, l'empereur recevant M. de Rémusat lui dit : " Nous avons fait de grandes pertes cette année.—Oui, Sire, a répondu M. de Rémusat, mais le génie de Votre Majesté les réparera.—Il est bien question de cela ! reprit l'empereur. C'est de la perte de Mme Barilli (célèbre chanteuse de l'Opéra-Buffa) que je vous parle. "Ces mots partis du cœur, et bien d'autres que l'on pourrait citer, ne semblent guère faits pour accréditer la légende du "Napoléon brave homme" que la nouvelle école du bonapartisme sentimental essaye d'inculquer aux jeunes générations.

Dans un autre ordre d'idées, le maréchal de Castellane conte l'anecdote suivante : "16 mai 1813.—L'empereur ayant reçu dix mauvaises nouvelles. Le prince Benevent prétend qu'il a piétiné dix chapeaux dans sa colère." C'est cé qui explique la quantité prodigieuse de chapeaux de Napoléon qui figurent dans les collections publiques ou privées en France et à l'étranger, et l'air lamentable qu'ils affectent généralement.

LES ECURIES D'AUGIAS.

Décidément, le nettoyage continue, lentement, si l'on veut, mais sûrement. Le grand juri, d'un côté, les cours criminelles, de l'autre, poursuivent leur besogne d'assainissement, sans broncher. Aux conseillers municipaux déjà envoyés au pénitencier, à ceux qui, déjà condamnés en première instance et en appel, attendent, dans la prison, l'heure du départ pour Baton Rouge, MM. Dudoussat et Desforges, viennent s'en ajouter deux autres, les nommés Haley et Caufield. Il est vrai que ces deux derniers ont devant eux la ressource de l'appel. Mais au train dont vont les choses, il n'est pas probable qu'ils puissent faire annuler la première sentence qui les a frappés.

Eh bien ! vrai, ce spectacle est profondément attristant. Il devient de plus en plus évident que de ce vase qui peut être d'élection, mais non de pureté, la corruption coulait à pleins bords. Tout y était mis aux enchères ; tout y était acheté à beaux deniers comptant. C'était une douce habitude que l'on s'était faite et qui avait passé dans les mœurs publiques.

Franchement ces gens-là qui avaient commencé par nous irriter bien fort, que nous avons tous maudits, nous commençons à les prendre presqu'en pitié. Ils en étaient arrivés à une véritable inconscience. Ils faisaient le mal, sans honte comme sans remords, et nous sommes persuadés que plus d'un d'entre ceux qui ont été frappés ou qui sont menacés, trouvent, dans leur âme et conscience, parfaitement injustes les poursuites dont ils ont été ou sont l'objet, pour la perpétration d'actes que tant d'autres ont accomplis, impunément, avant eux.

En vérité, cet état d'âme de notre monde officiel est alarmant. Il était grand temps qu'on réveillât la morale publique endormie.

ECHOS DE PARTOUT.

L'Exposition historique et militaire de la Révolution et de l'Empire, ouverte, on le sait, depuis le 1er mai, a réalisé, dans son premier mois, une recette totale de 62,594 francs.

Ce très beau résultat n'a été égalé que par l'Exposition d'objets d'art au bénéfice des Alsaciens-Lorrains, organisée, il y a vingt ans, dans les appartements du président de la Chambre des députés, au quai d'Orsay ; et c'est un superbe appoint pour la caisse de la Société de charité maternelle.

Vieux habits, vieux galons.

L'habit d'académicien porté par M. José Maria de Heredia le jour de sa réception est l'habit de M. Leconte de Lisle ; le grand poète, par marque d'estime particulière, l'avait légué à son élève préféré, en qui il aimait à voir son successeur dans la Compagnie des quarante immortels.

C'est pour un même sentiment de sympathie que Hector Berlioz donna à M. Ernest Reyer son habit de membre de l'Institut, habit que M. Reyer porta respectueusement le jour de sa réception.

Le grand tragédien sir Henry Irving, à qui la reine Victoria vient de conférer des lettres de noblesse, jouait au Lyceum-Theatre le soir même de son élévation à la dignité de chevalier. Il a été l'objet de démonstrations inoubliables.

Vers dix heures et demie, comme il sortait de scène en Don Quichotte, il a été abordé par le prince de Galles qui venait de dîner au gouvernement de l'Inde avec le fils de l'émir, et qui lui apportait ses félicitations avant de rentrer à Marlborough-House. Une foule d'amis le suivaient, amenés par le même sentiment.

Les trois premiers télégrammes de félicitations "exotiques" reçus par sir Henry Irving étaient signés Sarah Bernhardt, Constant Coquelin et Jules Claretie.

Un jour que Barbey d'Aurevilly racontait dans un salon quelques souvenirs personnels, où il avait peu ménagé les épigrammes à plusieurs de ses contemporains, une dame, sans s'adresser directement à lui, mais de manière qu'il pût l'entendre, déclara ne connaître véritablement au monde que "deux hommes d'esprit."

Barbey d'Aurevilly non seulement ne laissa point son interlocutrice achever son compliment, mais encore, se tournant vers elle avec cette majesté d'attitude qui l'avait fait parfois surnommer "le connétable," il lui demanda simplement : "Et quel est l'*autre*, madame ?"

Victor Hugo, à quelqu'un qui lui demandait avec impertinence quel était, à son avis, le premier poète du siècle, avait déjà répondu :

—Le second, c'est Lamartine.

PARADOXES ET VÉRITÉS.

Celui qui annonce à un homme que son honneur est en péril, celui-là même le déshonore.

CALDERON.

Le temps guérit plus de maux que la raison.

DON ANTONIO DE GUEVARA.

Il y a deux juges infaillibles : Dieu dans le ciel, l'expérience sur la terre.

FERNAN CABALLERO.

LA QUESTION MONÉTAIRE.

Le gouvernement anglais n'a pas capitulé devant la coalition des *silvermen* américano-allemands et des économistes en chambre qui demandent l'adoption du bi-métallisme international. Le chancelier de l'Echiquier a fait savoir à l'association des banquiers de la City que l'Angleterre ne modifierait pas son système monétaire et qu'elle s'en tiendait à celui auquel elle doit depuis plus d'un demi-siècle l'avantage du change et la supériorité de son commerce. Du reste, au train dont vont les choses, c'est l'or lui-même qui va être en crise. L'énorme production de ce métal et le bon marché de sa production doivent amener les gouvernements à supprimer la liberté de la frappe. Il est, en effet, inadmissible qu'il y ait, en si grande proportion, des peuples ou des hommes qui produisent le signe de la valeur et du change universel avec un écart de 80 0[0 sur ce qu'il en coûte aux autres pour produire les articles échangés. Tant que cette lésion énorme a été l'exception, elle a pu suivre son cours sans inconvénient, mais aujourd'hui qu'elle tend à devenir un régime normal, il faut ou démonétiser l'or à son tour ou se préparer à une hausse de tous les produits de l'industrie humaine, qui en diminuera la puissance d'achat, ainsi que cela est arrivé au seizième siècle à la suite de la découverte de l'Amérique.

Une Mission attaquée au Sahara.

L'explorateur Fourneau adresse au *Petit Colon* une lettre datée de Hassi-Bou-Seroual, 14 mai, annonçant sa rentrée en Algérie à la suite d'une attaque des dolaïtsure de sa caravane à El Biodh par une bande de quatre-vingts fusils où dominaient les Chambaas dissidents. Un homme de la mission a été tué.

M. Fourneau, ne disposant que d'une petite troupe de vingt-sept Chambaas, a dû rétrograder.

Les Touareg Aadjer, qui se rendaient au-devant de la mission Fourneau, furent eux-mêmes attaqués et razziés par la même bande.

C'est une fraction de cette bande qui a attaqué l'an dernier une colonne militaire à Hassi-el Ahonneur.

M. Fourneau se propose de recommencer sa tentative de pénétration dès la fin de l'été.

M. Thiers et Gambetta.

Un rédacteur du *Gaulois* a recueilli de la bouche de M. Barthélemy-Saint-Hilaire les souvenirs suivants sur le premier président de la République et sur le grand orateur républicain :

—M. Thiers était la réflexion, l'étude, la régularité dans le travail et dans les habitudes. Gambetta était l'improvisation perpétuelle, l'agent, très souple et très alerte d'ailleurs, d'une inspiration sans cesse en éveil et sans cesse renouvelée. On s'use à un pareil jeu. C'est ce que Thiers lui disait, c'est ce que moi-même je lui répétais :

—Vous vous dépensez trop, lui disais-je, vous mourrez avant votre temps.

—Bah ! répondait Gambetta en riant, nous verrons bien.

—Vous n'avez pas le droit de parler ainsi, répliquai-je grave et résolu.

Mais rien n'y faisait. Il brûlait la vie, de pensée et d'âme, veillant fort avant dans la nuit. Jamais je n'ai réussi à le voir avant onze heures du matin. La raison en est bien simple : il se couchait à trois heures, se laissant aller à mille occupations.

M. Thiers abandonna bien vite l'idée de lui indiquer une direction, la direction que lui, il avait suivie de tout temps. Il sentait que l'organisation de Gambetta était trop différente de la sienne. Pensez donc que Thiers s'est réveillé, pendant toute sa vie, hiver comme été, tous les matins à cinq heures. A cinq heures et quart il était au travail. A l'époque de ses travaux parlementaire, il avait ainsi toute la matinée pour s'occuper des questions qui pouvaient surgir dans la journée.

Il n'était ainsi jamais pris à l'improviste et pouvait élucider sur l'heure les faits les plus imprévus en apparence.

La vie de Thiers était si méthodique, divisée d'une façon si régulière, que même lorsqu'il eut quitté le pouvoir, je pouvais dire, en regardant ma montre :

En ce moment, Thiers est occupé à ceci ou cela.

C'est en suivant une pareille discipline qu'on arrive à fournir une carrière bien remplie.

Les rapports entre Thiers et Gambetta n'ont donc pas été très fréquents. Après la démission de M. Thiers de la présidence, précédée, comme vous le savez, par l'élection de Barodet contre Rémusat, les deux hommes d'Etat ne se sont guère revus, je crois.

Gambetta ne me parla pas moins de Thiers avec la plus affectueuse admiration, quelque temps après la mort du libérateur du territoire, au moment où il était question d'élever sa statue sur une des plus belles places de Paris. Gambetta promit de s'en occuper activement. Lui aussi est mort, mort dans toute la force de l'âge et du talent, comme je l'appréhendais. Et Thiers n'a pas encore sa statue. La vie a de ces ironies.

LE NAUFRAGE DU "DOM-PEDRO."

Voici le récit d'un témoin sur le naufrage du *Dom-Pedro* :

—Il était environ cinq heures du soir. Le navire, marchant à une vitesse normale, venait de pénétrer dans la baie de Vigo, où il devait relâcher.

Tout à coup et sans que rien eût pu donner l'éveil, nous ressentîmes une secousse terrible. L'avant du navire s'enfonça brusquement et l'eau pénétra en bouillonnant dans la cale et l'entrepont. L'affolement à bord fut inouï. La plupart des passagers se trouvaient sur le pont au moment de l'accident. Quelques-uns se précipitèrent sur les chaloupes pour les mettre à la mer. Le capitaine, qui avait gardé tout son sang-froid, les supplia vainement de laisser l'équipage faire ce travail, mais ils ne voulurent rien entendre, et le *Dom-Pedro*, coulant à pic, entraîna avec lui les canots et les grappes de passagers qui y étaient suspendues. Une seule chaloupe avait pu être mise à la mer par les matelots qui purent s'y réfugier au nombre de 16 dont le capitaine. Neuf passagers furent recueillis sur cette chaloupe ; les autres, ne se sachant pas nager, avaient disparu.

C'est ce canot, contenant 25 naufragés qui fut recueilli par les pêcheurs de Villagarcia après avoir erré toute la nuit dans la baie.

Quant aux causes exactes du sinistre, il faut attendre, pour être fixé, les résultats de l'enquête commencée et le rapport du capitaine Crequer, commandant le *Dom Pedro*.

Le capitaine Crequer est âgé de 46 ans, il est né à Arradon, près de Vannes. Il a fait ses études dans cette dernière ville où il a été reçu capitaine au long cours, après la guerre.

Il a obtenu l'année dernière, de la chambre de commerce du Havre, un prix dans un concours entre les capitaines et patrons de navires attachés au Havre sur le filage de l'huile à la mer.

Il est titulaire d'une médaille d'or que lui a décerné, en 1889, l'Association française pour l'avancement des sciences.

A cette époque, il était commandant de l'*Entre-Rios*.

DEPECHES
Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Etrangères.

A Cuba.

Presse Associée.

La Havane, 12 juin.—Un détachement de volontaires, en reconnaissance dans les montagnes Agudo et Remedios, a échangé des coups de fusil avec une bande d'insurgés commandée par Perico Diaz. Les rebelles ont laissé sur le lieu du combat un tué et trois blessés.

Les marchands de la Havane ont souscrit une somme de $100,000 pour organiser et entretenir deux compagnies de volontaires à cheval.

Cinq individus essayant de quitter la Havane pour Cabanas, dans la province de Pinar del Rio, sans passe-ports et sous de faux noms, ont été arrêtés. On pense qu'il se rendaient à Cabanas afin d'organiser une bande d'insurgés dans la province.

Les colonels des volontaires de la Havane et des environs ont tiré au sort hier pour décider lequel des deux bataillons entrera en campagne.

Mlle Frances E. Willard.

Presse Associée.

Londres, 12 juin—La *Mascotte*, un journal hebdomadaire, annonce de nouveau, malgré les dénégations des amis de la dame, que Mlle Frances E. Willard, présidente du Women's Christian Temperance Union, épousera l'automne prochain un riche anglais célèbre par ses entreprises de réforme.

Le navire anglais abandonné par l'équipage.

Presse Associée.

St Malo, 12 juin—On a pu obtenir des détails sur l'abandon du navire anglais Why Not, avec des passagers à bord, par le capitaine et l'équipage, pendant la route pour Jersey.

Il paraît que le feu a été découvert samedi dans la cale ; pendant que l'équipage combattait les flammes un seau est tombé à la mer.

Un bateau a été immédiatement lancé pour le recouvrer ; il avait à peine touché l'eau que le capitaine s'y élançait ; tout l'équipage le suivait. Un passager s'est jeté à l'eau et a nagé jusqu'au bateau où il a été admis à contre-cœur.

Les passagers abandonnés ont été très alarmés, et la terreur a augmenté lorsqu'ils ont vu le bateau de sauvetage s'éloigner dans la direction d'Erquy, où l'équipage a pu arriver.

Profitant de la brise, les passagers ont dirigé le Why Not de leur mieux et ont réussi à le jeter à la côte près d'Erquy.

La lâcheté de l'équipage a causé une grande excitation à St Brieux, ville voisine d'Erquy, et les autorités ont ouvert une enquête. Le capitaine du Why Not n'a pas encore été arrêté, mais il est étroitement surveillé par la police.

Il est probable que le consul anglais de St-Brieux s'occupera de cette affaire ; on attend sa décision pour prendre des mesures.

Les Pêcheries de la Mer de Behring.

Presse Associée.

Londres, 12 juin—La loi sur les pêcheries de la mer de Behring présentée lundi dernier à la Chambre des Communes par Sir Edward Grey, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, et votée en première lecture, remplace la loi de 1893 qui expire en juillet, et permettra au gouvernement de satisfaire aux termes de son traité avec la Russie.

Cette loi donne au gouvernement le pouvoir de prohiber la capture des phoques ; elle restera en vigueur jusqu'au mois de janvier 1898. En plus des règlements sur la saisie, elle donne aux fonctionnaires des Etats étrangers signataires du traité, le droit de saisir les navires anglais et leurs engins lorsqu'ils violeront la loi. Les officiers anglais ont le même droit vis-à-vis des navires étrangers.

L'impression générale est que le Canada s'opposera fortement au vote définitif de cette loi.

L'alliance entre la France et la Russie.

Presse Associée.

Paris, 12 juin—L'*Autorité*, à propos de la publication du texte du traité d'alliance entre la France et la Russie, dit que le gouvernement n'ose pas le publier, parce que le premier article engage la France à accepter l'état actuel de l'Europe, ce qui signifie l'acceptation de la perte de l'Alsace et de la Lorraine

L'incendie de la mine de Seigingolter.

Presse Associée.

Breslau, 12 juin—Le nombre des morts dans l'incendie de la mine de Seigingolter, propriété du comte Donnersmark, lundi dernier, au moment où 400 mineurs travaillaient, n'est pas aussi élevé qu'on le pensait d'abord.

Aucun cadavre n'a été retrouvé, mais quinze personnes manquent toujours. Les mineurs ont pu s'échapper.

Mort d'un comédien allemand.

Presse Associée.

Green Bay, Wisconsin, 12 juin—Une dépêche de Berlin annonce que Ernest G. Schmeidler, un comédien allemand renommé, bien connu en Amérique, est mort aujourd'hui.

Nouvelles du Mexique.

Presse Associée.

Mexico, 12 juin—La ville de Mexico est envahie par des vagabonds américains, allemands et irlandais.

Farrell, éditeur du *El Democrata*, a été envoyé en prison pour libelle criminel contre Garcia Torres, éditeur du *Monitor Republicano*.

Après avoir été reçus par le président Diaz, les voyageurs de commerce américains sont repartis.

Le colonel Knight, commandant de la prison militaire de San Juan d'Ulloa, est mort d'une façon mystérieuse. Une enquête est ouverte.

Des dépêches de Vera Cruz disent que l'accident au steamer Navarro est dû à la négligence du capitaine du steamer américain Yumuri.

La rumeur court que le commandant de la prison militaire de San Juan d'Ulloa a été tué en duel.

On annonce que la commission d'arbitrage entre le Mexique et le Guatémala, au sujet des réclamations, sera nommée dans quelques jours.

Nouvelles Américaines.

Un patriote cubain.

Presse Associée.

New York, 12 juin—Senor Francisco Favier Cisneros, un riche cubain bien connu arrivé à New York, s'est exprimé ainsi au cours d'une interview :

J'ai combattu pendant la dernière guerre et j'ai réussi à envoyer des expéditions ; je viens aujourd'hui offrir mes services aux révolutionnaires dans la lutte nouvelle pour l'indépendance.

Je donnerais avec joie tout ce que je possède pour voir ma patrie affranchie du joug de l'Espagne. J'ai envoyé six expéditions pendant la guerre précédente, une de Colon et cinq des Etats-Unis : la première par le Marie Lovell ; la deuxième par le Perrit ; la troisième et la quatrième par le yacht Anna, et la cinquième par le Hornet. Ces expéditions ont coûté en moyenne $80,000 chacune.

J'ai été condamné à mort trois fois, mais les Espagnols m'ont laissé la vie après avoir confisqué ma propriété. Ma bibliothèque, qui m'avait coûté plus de $15,000, a été vendu pour presque rien.

La révolution actuelle est mieux organisée que l'autre, et je crois que dans deux ans Cuba sera libre. Si nous sommes annexés aux Etats-Unis, nous pourrons étudier les questions économiques.

Un autre bon résultat sera que nous n'aurons pas à entretenir une armée et une marine qui nous seraient inutiles si nous étions une république indépendante.

Dès que Cuba sera libre, le travail et le capital étrangers s'y précipiteront. La population de Cuba est de 1,500,000 habitants, mais l'île peut subvenir aux besoins de dix millions.

Les produits de Cuba ne seront pas surchargés de taxes. La farine des Etats Unis que nous consommons va d'abord en Espagne et nous revient avec des droits imposés par la métropole.

Je suis prêt à partir à Cuba dès que mon parti m'appellera, mais je ne sais pas si je dois me rendre sur le champ de bataille ou rester ici pour organiser des expéditions comme je l'ai fait pendant la dernière guerre.

Les Ambassadeurs Etrangers chez M. Olney.

Presse Associée.

Washington, 12 juin—Le sénateur Morgan s'est présenté chez le secrétaire d'Etat, M. Olney, pour lui présenter ses respects et discuter brièvement les relations avec les Puissances étrangères.

Le nouveau ministre a envoyé à tous les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires à Washington, une note où celle les informant de sa nomination, et les prévenant qu'il sera heureux de les recevoir demain à dix heures du matin.

Les membres du corps diplomatique se rendront, en conséquence, au ministère d'Etat ; ils seront présentés à M. Olney par le baron Fava, ambassadeur d'Italie, doyen du corps diplomatique en l'absence de Sir Julian Pauncefort, ambassadeur d'Angleterre.

Trois Naufragés du Colima.

Presse Associée.

San Francisco, 11 juin—Une dépêche spéciale de Manzanillo à l'*Examiner* dit qu'une lettre reçue par les agents de la compagnie Pacific Mail annonce que deux femmes et un homme, trois passagers américains du Colima, ont atterri à Naraganzatilla, à cinquante milles au sud-est de Manzanillo, le 29 mai, et ont été recueillis et soignés par les Indiens. Ils sont maintenant en route pour Manzanilla. Cette nouvelle est corroborée par A. Dana Martima, percepteur des douanes en cette ville.

Proclamation du Président.

Presse Associée.

Washington, 12 juin—Le président Cleveland a lancé une proclamation prémunissant les citoyens contre la violation des lois de neutralité dans la guerre de Cuba.

Les officiers des Etats-Unis ont reçu l'instruction de mettre les lois en vigueur et de punir ceux qui les violent.

L'Amphitrite.

Presse Associée.

Washington, 12 juin—L'Amphitrite est arrivé à Fort Monroe. Ce navire de guerre est le premier de la nouvelle flotte qui a été mis immédiatement en service ; il a accompli sa croisière d'essai et est revenu sans qu'une seule réparation soit nécessaire.

L'Amphitrite est un moniteur à bord plat de 4,000 tonneaux, à deux tourelles et à double hélice ; ses machines développent une force de 1,600 chevaux.

Le ministère de la marine est très satisfait des essais du nouveau navire.

Un nouveau ministre au Vénézuéla.

Presse Associée.

Washington, 12 juin—Il est probable que le ministre d'Etat, M. Olney, nommera sous peu un ministre au Vénézuéla. Ce poste important est vacant depuis la retraite de Seneca Hazelton, l'ancien résident. Le salaire est de $6,500.

Accident de chemin de fer.

Presse Associée.

Pittsburg, 12 juin.—La nouvelle d'un accident sur le chemin de fer de l'Erie, à quatre milles de Pittsburg, est arrivée dans la soirée. Un wagon et un train de marchandises ont fait collision à la jonction de Mahoning. On annonce que trois personnes ont été mortellement blessées.

La Convention de Memphis.

Presse Associée.

Memphis, Tennessee, 12 juin.—Le meeting le plus important tenu pour la discussion d'une question économique a eu lieu à l'Auditorium de Memphis, aujourd'hui.

Certainement, une si nombreuse réunion d'hommes de toutes les classes, laboureurs, légistes, artisans, négociants, appartenant à tous les partis mais unanimes sur un principe spécial de politique gouvernementale, n'a jamais eu lieu dans le Sud.

Si une grande majorité des délégués à la convention d'aujourd'hui, provoquée dans l'intérêt de la frappe illimitée de l'argent au taux de 16 à 1, appartient à cette section du pays, des délégations ont été envoyées par presque chaque Etat au sud de l'Ohio et à l'ouest du Mississipi, du détroit de Puget à la pointe de la Floride, de la frontière mexicaine au Potomac.

La convention devrait plutôt être appelée un immense mass meeting, car il n'y a aucune base de représentation, et elle n'est provoquée par aucun parti politique.

Les promoteurs ne réclament aucun crédit pour un tel succès, ils sont assez généreux pour l'accorder à leurs adversaires, les avocats du "Monétaire Honnête."

Il a déclaré que la manifestation spontanée d'un sentiment public puissant est dûe à la convention du 23 mai dont le secrétaire Carlisle a été le principal orateur.

Une invitation a été envoyée alors aux amis de "l'argent" pour participer à une contre-manifestation, et le résultat dépasse toutes les espérances.

Quinze cents délégués comprenant des Démocrates, des Républicains et des Populistes, remplissaient la salle et une grande partie des galeries de l'Auditorium lorsque la Convention s'est ouverte ce matin.

Sur l'estrade, en plus des officiers de la Ligne Centrale Bi-métalliste de Memphis, sous les auspices de laquelle se tient la convention, se trouvaient, à peu d'exceptions près, tous les principaux champions de la frappe libre de l'argent aux Etats-Unis : les sénateurs Bate et Harris, du Tennessee ; Jones et Berry, de l'Arkansas ; George et Walthall, du Mississipi ; Marion Butler de la Caroline du Nord ; Tillman, de la Caroline du Sud ; Turpie, de l'Indiana ; le gouverneur John C. Evans, de la Caroline du Sud ; l'ex-gouverneur Eagle, de l'Arkansas ; l'ex-congressman William J. Bryan, du Nebraska ; le général A. J. Warner, de l'Ohio ; C. S. Thomas et Alva Adams, du Colorado ; Alex del Mar, de la Californie ; des Congressmen, des banquiers du Tennessee par douzaines.

Le nombre des assistants n'excède pas celui de ceux qui ont acclamé le ministre du Trésor, M. Carlisle, le 23 mai dernier, mais la démonstration est également imposante et enthousiaste.

Une organisation permanente a été formée aujourd'hui, avec le sénateur Turpie, de l'Indiana, pour président.

Des discours ont été prononcés par lui et Alex Del Mar, de la Californie, à la réunion de l'après-midi. Le congressman Sibley, de la Penn-sylvanie, C. S. Thomas, de Denver, et Anson Walcott, de l'Indiana, ont pris la parole dans la soirée.

La journée de demain sera employée aux discours de quelques orateurs distingués, et à la discussion du rapport du comité des résolutions dont le sénateur Jones, de l'Arkansas, est le président.

Politiquement, l'incident le plus significatif de la réunion d'aujourd'hui, est la déclaration nette et énergique du sénateur Harris, du Tennessee, qui, c'est clairement démontré, est l'âme de la direction donnée à la Convention, en ce qui concerne le but et le sujet auquel se borneront les délibérations.

L'influence des hommes qui sont partisans de l'argent envers et contre tous, et dont le but est d'amener la candidature du congressman Sibley, de la Pennsylvanie, à la Présidence, s'est fréquemment manifestée et est formidable. Le résultat de cette bataille entre ces deux forces opposées, les bi-métallistes conservateurs et les bi-métallistes radicaux, est suivie avec un grand intérêt.

La neutralité.

Presse Associée.

Washington, 12 juin—Le secrétaire Olney a résolu que le gouvernement des Etats-Unis fera tout en son pouvoir et tout ce qu'exigent les lois internationales pour empêcher la violation du territoire américain par des personnes qui voudraient en faire une base d'opérations contre l'Espagne, avec qui le pays est en paix.

Le représentant de l'Espagne s'est plaint au ministère que des hommes ont été recrutés sur le sol américain, et que des expéditions armées ont quitté les côtes des Etats-Unis dans le but d'attaquer les forces espagnoles à Cuba.

Chaque fois qu'elles seront prouvées, ces infractions aux lois seront sévèrement punies, car le secrétaire d'Etat ne veut donner aucun juste motif de plainte aux Etats-Unis, pour avoir manqué à leurs obligations envers les autres nations.

En attendant, il a été jugé utile d'avertir officiellement les personnes qui seraient tentées d'enfreindre les lois de ce qui les attend, et la proclamation suivante a été lancée cette après-midi par le département d'Etat :

PROCLAMATION.

Attendu que l'île de Cuba est en ce moment le siège de troubles civils sérieux et d'une résistance armée à l'autorité du gouvernement établi de l'Espagne, une puissance avec laquelle les Etats-Unis sont et désirent rester en paix, et

Attendu que les lois des Etats Unis défendent à leur citoyens, ainsi qu'à tous ceux qui y résident et sont soumis à leur juridiction, de prendre part à ces troubles contre le gouvernement établi en acceptant du service contre lui ; ou en enrôlant d'autres personnes pour le même service ; en affrétant ou armant, ou procurant pour être affrétés et armés, des navires de guerre dans le même but ; en augmentant les forces de navires engagés dans ce service et relâchant dans les ports des Etats-Unis : en procurant ou préparant des approvisionnements ou des munitions destinées à des entreprises militaires partant des Etats-Unis contre le territoire de ce gouvernement.

En conséquence et dès maintenant, en reconnaissance des lois précitées et en exécution des obligations des Etats-Unis envers une Puissance amie ; et comme mesure de précaution ; et afin que les citoyens des Etats-Unis et les autres personnes soumises à leur juridiction puissent être détournés de s'exposer à des infractions aux lois et à des pénalités, moi, Grover Cleveland, Président des Etats-Unis d'Amérique, ordonne, par la présente, à tous les citoyens et autres personnes, de s'abstenir de violer les lois précitées, et les prévient que toute violation de ces lois sera rigoureusement punie ; et j'enjoins à tous les officiers des Etats-Unis, chargés de l'exécution de ces lois, de déployer la plus grande activité à en prévenir la violation, et à traduire devant la justice pour être condamnés ceux qui seront coupables.

En attestation de la présente, j'appose ma signature accompagnée du sceau des Etats-Unis.

Fait en la ville de Washington, le 12 juin de l'année de Notre Seigneur 1895, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique 119.

GROVER CLEVELAND.
Par le Président,
RICHARD OLNEY,
Secrétaire d'Etat.

Indemnité aux Missionnaires.

Presse Associée.

Washington, 12 juin—La confirmation du rapport annonçant la destruction des propriétés des missionnaires Américains en Chine rend probable le fait que le gouvernement des Etats-Unis demandera une indemnité à la Chine lorsque les outrages seront officiellement connus.

Un précédent est établi, car les Etats-Unis ont versé à la Chine une somme considérable pour les déprédations commises sur les propriétés des Chinois dans l'Ouest.

La Délégation Louisianaise à Memphis.

Presse Associée.

Memphis, 12 juin—Parmi les Louisianais connus assistant à la convention de Memphis se trouve le maire de la Nouvelle-Orléans, M. John Fitzpatrick. Il est partisan convaincu de l'argent et est venu avec une délégation dont chaque membre est aussi enthousiaste que lui.

L'avocat-général de la Louisiane, Milton J. Cunningham, et le secrétaire de l'Etat, Thomas Scott Adams, font partie de la délégation.

M. Cunningham est avocat-général pour la seconde fois. Le secrétaire Adams est regardé comme un candidat possible au poste de gouverneur de la Louisiane.

La délégation comprend aussi James Leonard, membre du bureau d'arbitrage de l'Etat, et James Shaw, président de la puissante organisation d'ouvriers, le Screwmen's Protective Association.

Par d'argent, pas de travail.

Presse Associée.

Muncie, Indiana, 12 juin—Pour une somme de $6000 dûe aux employés du Francis Iron and Steel Works par l'ancienne direction, mille mineurs, sur les deux milles de la fonderie, ont quitté le travail aujourd'hui.

La direction a demandé aux hommes de travailler trois semaines et de recevoir le salaire d'une semaine arriérée, mais les ouvriers craignent de ne rien recevoir du tout et ont abandonné